

« Baromètre 2024 de l'Épargne en France et en régions »

Dans les Pays de la Loire :

**Les comportements d'épargne des Français
sont imperméables aux aléas conjoncturels**

**L'investissement responsable peine à se développer
malgré les efforts de transparence**

Dans une conjoncture en permanence incertaine depuis quatre ans, les comportements d'épargne des habitants des Pays de la Loire demeurent bien ancrés, contribuant à renvoyer une image rassurante de l'épargne. L'investissement responsable, qui devrait tenir un rôle déterminant dans la transition écologique, reste minoritaire et peu connu dans la région ; en comparaison avec les résultats nationaux et ceux des autres régions, le manque d'informations et la peur d'être victimes de greenwashing à ce sujet sont particulièrement fortes pour les répondants des Pays de la Loire.

Altaprofits, Courtier et Conseil en gestion de patrimoine sur Internet, publie les résultats de la **6^e édition** de son « **Baromètre de l'épargne en France et en régions** », réalisé par Ifop. Il est consacré annuellement au comportement d'épargne des Français et inclut une analyse par région. Dans les Pays de la Loire, les premiers enseignements marquants de l'édition 2024 sont les suivants :

I - Les comportements d'épargne des habitants des Pays de la Loire sont imperméables aux aléas conjoncturels.

Quel que soit le contexte et les motifs de préoccupation des habitants des Pays de la Loire (pandémie, inflation, hausse des taux d'intérêt, réforme des retraites, conflits russo-ukrainien, Israël-Hamas, etc.), rien ne perturbe leur comportement d'épargne. Ainsi :

• La détention de produits d'épargne et la fréquence d'épargne varient très peu d'année en année :

Plus de 8 habitants des Pays de la Loire sur 10 (84 %) possèdent au moins un produit d'épargne (- 5 points vs 89 % en 2023, 83 % en 2022) et plus de 6 habitants de la région sur 10 (64 %) en détiennent par ailleurs plusieurs (+ 2 points vs 62 % en 2020).

Parmi les 96 % d'habitants des Pays de la Loire plaçant de l'argent à intervalles réguliers sur leurs produits d'épargne (à - 1 point près, stable depuis 2020), 81 % le font au moins une fois tous les six mois (79 % en 2023).

• Les habitants des Pays de la Loire épargnent d'abord pour faire face aux imprévus.

Concernant les motifs d'épargne, nous assistons à une consolidation de tendances apparues post-Covid-19 :

l'épargne pour faire face aux imprévus continue de devancer l'épargne projet avec 79 % de citations contre 47 %. Concernant ces imprévus, après une baisse en 2023, le motif lié aux situations exceptionnelles retrouve sa place, avec 37 % de citations cette année (+ 8 points vs 29 % en 2023), et plus d'un tiers de citations en 2022 et en 2021, contre 23 % en 2020.

Au plan national. Il n'y a pas de différence significative entre le national et les régions. En plus d'être stables dans le temps, les comportements d'épargne sont homogènes.

Au niveau national, les critères d'âge et de genre sont particulièrement explicatifs des comportements d'épargne :

Les femmes de 35 ans et plus et les personnes de 65 ans et plus sont celles qui placent le moins souvent, avec respectivement 24 % et 28 % qui disent placer de l'argent moins d'une fois par an ou jamais, contre 18 % en moyenne sur la population totale.

Le segment de la population des moins de 35 ans se distingue assez logiquement par une épargne projet beaucoup plus marquée que la moyenne, avec 59 % de citations comme motif principal (vs 45 % en moyenne sur l'ensemble de la population). À l'opposé sur l'échelle de l'âge, les 65 ans et plus se distinguent quant à eux par une plus forte sensibilité aux petits imprévus (65 % de citations vs 56 % en moyenne) et une plus faible sensibilité aux situations exceptionnelles (29 % vs 36 % en moyenne) ; leur autre motivation d'épargne est de simplement dissocier leurs économies de leur compte courant (45 % de citations vs 38 % en moyenne).

• **Les épargnants des Pays de la Loire restent dans une logique de risque minimum ; les produits d'épargne qu'ils privilégient reflètent leur forte aversion au risque.**

73 %, soit près des trois quarts des épargnants possédant au moins un produit d'épargne, continuent à privilégier des produits sans risque même avec un faible rendement (+ 7 points vs 66 % en 2023). Les livrets d'épargne réglementés se maintiennent en tant que produits socles (86 % des épargnants des Pays de la Loire en détiennent).

À l'inverse, plus un produit d'épargne est risqué, moins il suscite de l'intérêt, malgré un rendement potentiel plus conséquent. Ainsi, seuls 12 % des épargnants privilégient des produits un peu risqués avec un rendement espéré plus important (18 % en 2023) et à peine 4 % des produits risqués (8 % en 2023). Après une baisse en 2023, l'assurance vie retrouve des couleurs (28 % des épargnants en 2024 contre 25 % en 2023). Le Plan Épargne en Actions (PEA) se situe dans les normes basses avec 8 % de citations (6 % en 2023).

Au plan national. Les épargnants français dans leur ensemble sont avertis au risque. Néanmoins, ils le sont moins que ceux des Pays de la Loire : 69 % de moyenne nationale privilégient les produits sans risque avec un faible rendement contre 73 % dans les Pays de la Loire, 4 points d'écart). À contrario, les Français dans l'ensemble font preuve de plus d'intérêt pour les produits risqués (17 % de moyenne nationale contre 12 % dans les Pays de la Loire, 5 points d'écart).

Pour ce qui est des différences observées au niveau national en termes d'âge et de genre : les plus avertis au risque sont les femmes (75 % contre 62 % d'hommes pour les produits sans risque même avec un faible rendement) et les épargnants âgés (78 % des 65 ans et plus). Les hommes sont significativement plus nombreux que les femmes à privilégier le Plan Épargne en Actions (17 % contre 9 %) ou l'assurance vie (33 % contre 25 %).

« *Quoi qu'il arrive, quels que soient les évènements à l'échelle nationale ou internationale, les Français continuent à*

épargner de la même manière et en étant averses au risque. »,

Stellane Cohen, présidente d'Altaprofits.

II – L'investissement responsable peine à se développer malgré les efforts de transparence.

- **L'épargne responsable demeure minoritaire.** Seuls 11 % des épargnants de la région ont privilégié des produits plus responsables pour l'environnement et la société, quel que soit le rendement (8 % en 2023, 14 % en 2022).

- **Les indicateurs relatifs à l'investissement responsable sont toujours peu connus du grand public ; moins d'un quart (24 %) des répondants seulement déclarent en connaître au moins un, parmi les quatre qui ont été présentés.** Ainsi, les critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) sont connus par 18 % de répondants (6 % voyant précisément de quoi il s'agit) et le label ISR (Investissement Socialement Responsable) est connu par 16 % de répondants (6 % voyant là-aussi précisément de quoi il s'agit).

Le label Greenfin et la notation SFDR (articles 6, 8 et 9 du règlement Sustainable Finance Disclosure Regulation ou SFDR) sont en bas de classement et appréhendés respectivement par 8 % et 9 % des répondants seulement.

Au plan national. Seulement un quart (26 %) des répondants connaissent au moins un indicateur relatif à l'investissement responsable. 21 % des répondants connaissent les critères ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance), 8 % voyant précisément de quoi il s'agit, et 20 % le label ISR (Investissement Socialement Responsable), 8 % voyant là-aussi précisément de quoi il s'agit.

Respectivement seulement 12 et 11 % des répondants au plan national connaissent le label Greenfin et la notation SFDR (articles 6, 8 et 9 du règlement Sustainable Finance Disclosure Regulation ou SFDR).

En termes de catégorie de population, nous trouvons au niveau national un public plus aguerri à l'épargne responsable et logiquement plus à l'aise financièrement avec 38 % de catégorie aisée (plus de 2 500 € de revenu mensuel par personne et par foyer) ayant connaissance d'au moins un indicateur relatif à l'investissement responsable.

- **Les investissements responsables continuent d'être minoritaires dans la région en raison d'abord d'une trop faible circulation de l'information à leur sujet, puis d'un besoin de réassurance à l'égard de la sécurité de leur rendement et du caractère éthique des projets financés.** Les répondants n'investissant pas ou peu dans les produits responsables le justifient principalement par leur manque d'informations sur le sujet (61 % mentionnent ce motif). Viennent ensuite ceux qui craignent que ces placements soient trop risqués (35 %) et ceux qui redoutent d'être victimes de greenwashing et que ces investissements ne soient finalement pas réellement vertueux pour l'environnement (29 %). Ensuite, des répondants soulignent ne pas être intéressés par l'investissement responsable (18 %), d'autres craignent que leur rendement ne soit pas assez bon (17 %) et certains n'ont simplement pas confiance dans les labels (12 %).

Au plan national. Si les résultats nationaux sont pratiquement les mêmes que ceux des régions, on observe toutefois un manque d'informations encore plus marqué dans les Pays de la Loire, avec 61 % des personnes interrogées qui mettent cette raison en frein n°1 contre 53 % au niveau national.

Pour le national, en termes de catégorie de population et d'âge, on observe que les cadres et les personnes de catégorie aisée (plus de 2 500 € de revenu mensuel par personne et par foyer) font de

la peur d'être victimes de greenwashing leur argument dissuasif, quand les 65 ans et plus ne sont simplement pas intéressés par ce type d'investissement.

Toujours au plan national, les investissements responsables semblent être l'apanage des jeunes générations. En ce moment charnière pour la transition écologique, les moins de 35 ans portent un plus grand intérêt que leurs aînés à son financement par l'épargne. Ils sont 17 % à avoir privilégié les investissements responsables, quel que soit leur rendement (contre 6 % pour les 35 ans et plus).

Sur la moyenne de 26 % de répondants ayant au moins connaissance d'un indicateur relatif à l'investissement responsable, on retrouve parmi les plus informés les moins de 35 ans avec 38 % et 54 % d'étudiants.

En termes de connaissance des investissements responsables, les hommes de moins de 35 ans sont plus nombreux (53 %) par rapport aux femmes de la même catégorie d'âge (24 %, soit 29 points d'écart).

Autant d'éléments qui permettent d'avancer que les jeunes générations sont plus conscientes de l'enjeu de l'épargne responsable dans la transition écologique ; elles représentent l'espoir de voir les investissements responsables croître à l'avenir.

« Les investissements responsables sont émergents. Au plan national, les jeunes générations sont les plus sensibles à la finance durable ; elles sont les plus à même à flécher leur épargne vers le financement de la transition écologique. »,

Stellane Cohen, présidente d'Altaprofits.

Méthodologie : Le « Baromètre 2024 de l'Épargne en France et en régions » a été réalisé par Ifop du 2 au 8 avril 2024, auprès d'un échantillon de 2 402 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, et constitué selon la méthode des quotas. Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne.

** Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : « Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2024 » et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.*

La restitution du « **Baromètre Ifop pour Altaprofits, 2024** », les données brutes, le communiqué national et les autres communiqués régionaux sont disponibles sur demande.

Contact presse :

Brigitte Huguet - Tél. + 33 1 46 34 78 61 - information-presse@altaprofits.fr

A propos d'Altaprofits : Altaprofits est Courtier et Conseil en Gestion de Patrimoine sur Internet depuis 1999. Son ambition : défendre les épargnants et leur proposer des solutions d'épargne et d'investissement sur Internet associées à l'expertise de conseillers en gestion de patrimoine.

Altaprofits propose :

- Des solutions en épargne, retraite et immobilier conçues pour tous les projets et avec des partenaires assureurs et sociétés de gestion d'actifs de renom. Ses contrats sont régulièrement récompensés par la presse financière et patrimoniale.

- Une équipe de conseillers à l'expertise patrimoniale reconnue qui accompagne les épargnants dans la construction, la valorisation et la transmission de leur patrimoine. Décryptage de l'actualité économique et financière, clarté et transparence constituent leurs priorités.

- Une plateforme internet altaprofits.com, pour consulter et interagir en toute sécurité et en temps réel sur l'épargne et un robo-advisor qui permet de suivre et d'optimiser la gestion financière de son contrat, en analysant quotidiennement le couple rendement/risque.

Au service de toutes les stratégies patrimoniales, les principaux domaines d'expertise d'Altaprofits sont l'assurance vie, la retraite, l'investissement en immobilier, à travers les SCPI (Sociétés Civiles de Placement Immobilier) et le Private Equity, ainsi que les produits de défiscalisation.

Altaprofits est une Société par Actions Simplifiée (SAS) au capital de 11 912 727,82 euros ayant son siège social au 35-37, rue de Rome - 75008 Paris. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 535 041 669 et sur le registre unique des intermédiaires en assurance, banque et finance (www.orias.fr) sous le numéro 11 063 754. Tél. : 01 44 77 12 14 (*appel non surtaxé*) / www.altaprofits.com

Communication à destination des professionnels.